

DANS L'ACTUALITE du 22 février au 1er mars 2013

Textes officiels

JO n° 0051 du 1^{er} mars 2013

Traitement des eaux usées :

[Avis relatif à l'agrément de dispositifs de traitement des eaux usées domestiques et fiches techniques correspondantes, NOR: AFSP1240106V](#)

[Avis relatif à l'agrément de dispositifs de traitement des eaux usées domestiques et fiches techniques correspondantes, NOR: AFSP1300090V](#)

JO n° 0050 du 28 février 2013 :

Biométhane et gaz naturel :

[Décret n° 2013-177 du 27 février 2013 modifiant le décret n° 2011-1597 du 21 novembre 2011 relatif aux conditions de contractualisation entre producteurs de biométhane et fournisseurs de gaz naturel](#)

Publics concernés : producteurs de biométhane, fournisseurs de gaz naturel.

Objet : biogaz valorisé sous forme de biométhane injecté dans les réseaux de gaz naturel et sous forme d'électricité produite par cogénération ; contrats d'achat.

CRE : [Délibération du 27 septembre 2012 portant avis sur le projet de décret modifiant le décret n° 2011-1597 du 21 novembre 2011 relatif aux conditions de contractualisation entre producteurs de biométhane et fournisseurs de gaz naturel et sur les projets d'arrêtés relatifs à la valorisation du biométhane](#)

[Arrêté du 27 février 2013 modifiant l'arrêté du 19 mai 2011 fixant les conditions d'achat de l'électricité produite par les installations qui valorisent le biogaz](#)

[Arrêté du 27 février 2013 modifiant l'arrêté du 23 novembre 2011 fixant les conditions d'achat du biométhane injecté dans les réseaux de gaz naturel](#)

JO n° 0049 du 27 février 2013

[Arrêté du 8 février 2013 modifiant l'arrêté du 14 février 1979 modifié relatif aux frais de gestion des organismes collecteurs de la participation des employeurs à l'effort de construction mentionnés à l'article R. 313-19 \(2°, a et b\) du code de la construction et de l'habitation](#)

Publics concernés : les comités interprofessionnels du logement (CIL), associés collecteurs de l'Union d'économie sociale du logement (UESL), qui sont les principaux organismes agréés à collecter la participation des employeurs à l'effort de construction (PEEC).

Objet : prise en compte, dans le prélèvement pour frais de gestion opéré sur la PEEC, des dépenses supportées par les CIL pour la mise en œuvre des obligations pesant sur les CIL et l'Association foncière logement (AFL) au titre du droit au logement opposable (DALO).

JO n° 46 du 23 février 2013

Rejet dans les eaux de surfaces :

[Arrêté du 8 février 2013 complémentaire à l'arrêté du 9 août 2006 relatif aux niveaux à prendre en compte lors d'une analyse de rejets dans les eaux de surface ou de sédiments marins, estuariens ou extraits de cours d'eau ou canaux relevant respectivement des rubriques 2.2.3.0, 3.2.1.0 et 4.1.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement](#)

JO n° 45 du 22 février 2013

Loi de finances :

[LOI n° 2012-1558 du 31 décembre 2012 de programmation des finances publiques pour les années 2012 à 2017 \(rectificatif\)](#)

[LOI n° 2012-1510 du 29 décembre 2012 de finances rectificative pour 2012 \(rectificatif\)](#)

[LOI n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances pour 2013 \(rectificatif\)](#)

Jurisprudence

Contrat public

Mentions exigées par la réglementation communautaire dans les avis de publicité

Il est indispensable de mentionner certaines informations dans l'avis d'appel public à la concurrence, afin de permettre aux candidats potentiels à un marché public à bons de commande d'apprécier l'étendue du marché, l'indication de ces éléments dans le règlement de la consultation n'étant pas suffisante.

[CAA Marseille du 28 novembre 2012, Côte d'Azur Habitat, req. n° 10MA01413](#)

Motivation d'un jury de concours de maîtrise d'œuvre

Lors de la passation d'un concours restreint de maîtrise d'œuvre, le jury de concours doit motiver son avis relatif à la sélection des candidats.

[CAA Lyon du 29 novembre 2012, Commune de Bron c/ société AIA architectes, req. n° 12LY00568](#)

Urbanisme

Lotissement :

Constitue un lotissement la division d'un terrain en vue de l'implantation de bâtiments sur la partie conservée par le propriétaire.

[CE du 20 févr. 2013, Buiret-Fedit et a., req. n° 345728](#)

Quand une DIA est adressée au mauvais destinataire

La collectivité saisie à tort n'est pas tenue de transmettre la déclaration à la mairie du lieu de situation de l'immeuble.

[Cass. civ. 3^{ème} du 13 févr. 2013, Cté d'agglomération de Marne et Gondoire c/ Beauvais, req. n° 11-20.655, n° 164 FS-P+B,](#)

Environnement

Devoir de conseil des architectes en matière de sol pollué

Il n'appartient pas à l'architecte chargé d'une mission d'obtention des permis de démolir et de construire de réaliser des travaux de reconnaissance des sols pour effectuer un diagnostic de la pollution éventuelle ni d'attirer l'attention de l'acquéreur sur le risque d'acquérir le bien.

[Cass. civ. 3^{ème} du 30 janvier 2013, MM. X. et Y. c/ société d'habitations à loyer modéré La Sablière, req. n° 11-27.792](#)

Réponse ministérielle

Administratif

Cession d'immeubles de son domaine par une commune

Précisions ministérielles sur le nombre de délibérations de la collectivité lorsque celle-ci doit procéder à une cession au vu de l'avis du service des domaines.

[Rép. min. n°00715, JOAN du 07/02/2013](#)

UE : nouvelle version du guide sur les SIEG

[La Commission européenne publie une nouvelle version de son guide présentant les modalités d'application des règles de l'Union européenne dans le domaine des aides d'État sur les services d'intérêt économique général \(SIEG\).](#)

Source : Commission Européenne, communiqué de presse IP/13/123 du 18/02/2013

Vu par ailleurs

Contrat public

Marchés publics : « Les avenants ne doivent pas fausser le libre jeu de la concurrence »

[Pour bon nombre d'internautes sondés sur « lemoniteur.fr », l'encadrement des avenants semble pertinent pour dissuader les entreprises de remettre des offres à prix plancher. Pour autant, les commentaires négatifs postés sont dans l'ensemble assez critiques envers la solution avancée dans une récente proposition de loi.](#)

Source : le moniteur du 01/03/2013

Bercy précise sa doctrine sur les Mapa

[La DAI vient de mettre à jour sa fiche consacrée aux marchés à procédure adaptée \(Mapa\), afin de tenir compte de la jurisprudence récente, mais aussi des nombreuses observations faites par les praticiens suite à la diffusion de la première version.](#)

Source : le moniteur du 26/02/2013

« Les mêmes critiques peuvent être adressées au PFI britannique et aux PPP français »

[Le « private finance initiative » \(PFI\), partenariat public-privé \(PPP\) à la sauce anglaise, fête ses 20 ans. Un anniversaire sur fond de critiques portant, notamment, sur la lourdeur de la procédure de passation, l'allocation des risques ou le coût excessif de l'opération. Pour améliorer le dispositif, le Trésor britannique a publié un rapport fin 2012, qui émet toute une série de propositions. Les défauts pointés par cette étude et les recommandations sont-ils transposables aux PPP français ? Deux avocats du cabinet Watson, Farley & Williams, Jérôme Pentecoste et Eric Villateau, qui ont analysé le sujet, répondent à cette délicate question.](#)

Source : le moniteur du 25/02/2013

Environnement

Appel à reconnaissance pour la huitième session de reconnaissance

[La 8ème session de l'appel à reconnaissance des projets territoriaux de développement durable et agendas 21 locaux est aujourd'hui lancée à destination des collectivités et territoires.](#)

Source : developpement-durable.gouv.fr du 23/02/2013

Géothermie : un gisement prometteur ?

Source d'énergie, la géothermie affiche un potentiel que les collectivités ne peuvent plus se permettre de boudier. Tel est le message que des sénateurs ont fait passer à l'occasion d'une table ronde organisée le 26 février.

Source : Locatis.info du 28/02/2013

Energies marines renouvelables : la France veut devenir leader mondial

La ministre de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie Delphine Batho a affirmé le 25 février à Cherbourg (Manche), lors d'une visite consacrée aux énergies marines renouvelables, que la France "a le potentiel pour devenir leader mondial" dans ce domaine.

Source : Locatis.info du 27/02/2013

Mise en œuvre du Grenelle de l'environnement : le 4^{ème} rapport au Parlement est paru

Le Commissariat général au développement durable (CGDD) vient de publier le quatrième rapport annuel au Parlement sur la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement

Source : Locatis.info du 22/02/2013

Administratif

Projet de loi de décentralisation

Alain Rousset : le projet de réforme "ne répond pas à la question du qui fait quoi"

Source : Locatis.info du 28/02/2013

Référendum d'initiative populaire

Après adoption par l'Assemblée nationale le 10 janvier 2012, les sénateurs ont adopté à leur tour le 28 février 2013, le projet de loi ordinaire et le projet de loi organique, portant application de l'article 11 de la Constitution relatif au référendum d'initiative populaire.

Source : Sénat, Projet de loi modifié par le Sénat portant application de l'article 11 de la Constitution, adopté en 1ère lecture par le Sénat le 28 février 2013, TA n° 104

La version "light" de la proposition de loi Doligé passe l'étape de l'Assemblée

[Les députés ont voté en première lecture le texte de simplification signé Eric Doligé, après l'avoir notamment expurgé de plusieurs de ses articles relatifs à l'urbanisme et d'une mesure pourtant très attendue par les élus locaux concernant la cérémonie du mariage.](#)

Source : Locatis.info du 27/02/2013

Egalité des territoires : Cécile Duflot lance une concertation

[La politique d'égalité des territoires va faire l'objet d'une vaste concertation en régions et sur internet afin de nourrir le futur projet de loi sur le sujet. Ce texte est attendu pour l'automne, a annoncé Cécile Duflot, vendredi 22 février, lors d'un déplacement en Haute-Saône où l'économiste Eloi Laurent lui a remis son rapport. Un titre sera également consacré au sujet dans le projet de loi de décentralisation. Revue de détail.](#)

Source : Locatis.info du 25/02/2013

Vu dans les revues

Contrat public

Moniteur n° 5701 - 1^{er} mars 2012 p. 48-49, *Le délit de favoritisme peut-il s'étendre à l'ensemble des PPP ?*, par Olivier WYBO et Solène PENISSON

Moniteur n° 5701 - 1^{er} mars 2012 p. 51-52, Fiche pratique *Pourquoi et comment respecter un délai de « standstill » en procédure adaptée*, par Sébastien PINOT